



Note d'information sur la situation de l'économie nationale en 2008 et les perspectives de croissance en 2009

- ✓ **Malgré le ralentissement de la croissance mondiale, l'économie marocaine maintient son dynamisme : croissance de 6,2% pour 2008 et prévue à 5,3% pour 2009.**
- ✓ **Des activités non agricoles dans le sillage de la dynamique des dix dernières années: taux d'accroissement de 5,2% en 2008 et 5,6% en 2009.**
- ✓ **Inflation modérée en 2009 dans l'hypothèse du maintien des dépenses de compensation à leur niveau de 2008.**
- ✓ **Poursuite du déficit du compte de capital : 1,7% du PIB en 2008 et 2,9% en 2009.**

Le Haut Commissariat au Plan a élaboré, comme chaque année à la veille de la préparation de la loi de finances, le budget économique exploratoire. Celui-ci présente une révision de l'estimation de la croissance économique nationale en 2008 ainsi que les perspectives économiques en 2009. Il tient compte des agrégats provisoires arrêtés par la comptabilité nationale pour l'année 2007 et se réfère aux résultats des enquêtes trimestrielles et des travaux de suivi et d'analyse de conjoncture menés par le Haut Commissariat au Plan durant le premier semestre de l'année 2008.

Le budget économique exploratoire, comme à l'accoutumée, se base sur des hypothèses issues des perspectives de la conjoncture économique internationale pour 2008 et 2009 en matière de croissance, des prix et de commerce.

Il se base également sur l'hypothèse de la reconduction, durant l'année étudiée, de la politique budgétaire en vigueur en 2008 en matière des dépenses de fonctionnement, des dépenses de soutien des prix à la consommation et des dépenses d'investissement.



Il prend en considération, en outre, l'impact des engagements pris dans le cadre du dialogue social, en particulier l'augmentation des salaires dans les secteurs public et privé, la hausse des allocations familiales et la révision à la baisse de l'impôt sur les revenus.

➤ **L'environnement international**

L'environnement économique international resterait marqué par le renchérissement sans précédent des prix des produits pétroliers, des matières premières et des produits alimentaires, ce qui exacerberait l'inflation au niveau mondial. La hausse des prix à la consommation serait très accentuée en 2008, en se situant à 2,6% pour les économies avancées et à 7,4% pour les pays en développement au lieu de 2,3% et 5,7% par an durant la période 2005-2007. Les perspectives retenues pour l'année 2009 font ressortir, néanmoins, une légère maîtrise de l'inflation. La hausse des prix ne serait ainsi que de 2% pour les économies avancées et de 5,7% pour les pays en développement.

La croissance économique mondiale et les échanges seraient fortement influencés par ces tensions inflationnistes. Ainsi, la croissance économique s'établirait à 3,8% en 2008 et 2009 au lieu de 5% par an durant la période 2004-2007. De même, le volume du commerce mondial ne s'accroîtrait que de 5,8% en 2008 et 2009, soit un rythme bien en recul par rapport à celui de 6,8% en 2007 et 9,2% en 2006.

Dans ce contexte, la demande mondiale adressée au Maroc serait en ralentissement pour la deuxième année consécutive. Son rythme de progression se situerait à près de 4,1% en 2009 au lieu de 5,4% en 2008 et 7,6% en 2007. Toutefois, la valeur des exportations des phosphates et dérivées maintiendrait son rythme ascendant, entamé en 2008, suite à la hausse de leurs prix au niveau du marché international.

➤ **L'évolution de l'économie nationale**

L'économie nationale bénéficierait de la vigueur de la demande intérieure, notamment, l'expansion de l'investissement, aussi bien public que privé, de la consommation des Administrations publiques et de la consommation des



ménages résidents, profitant des valorisations des salaires et de la baisse de l'impôt sur les revenus. Elle serait également soutenue par la relance des exportations de marchandise et par la consolidation de la demande des touristes étrangers (y compris celle des marocains résidant à l'étranger), malgré un léger ralentissement de son rythme de croissance.

La situation économique en 2008

L'économie nationale poursuit son dynamisme en 2008, profitant de la consolidation des activités du bâtiment et travaux publics, des industries de transformation, des mines, du tourisme, des télécommunications et des autres services ainsi que de l'amélioration de la production des cultures céréalières, durant la campagne agricole 2007-2008.

Globalement, le Produit Intérieur Brut s'accroîtrait de 6,2% en volume en 2008 au lieu de 2,7% en 2007. Les activités non agricoles s'accroîtraient à un rythme de 5,2% au lieu de 6,2% une année auparavant. Cette croissance serait accompagnée par la maîtrise de la hausse des prix intérieurs, grâce à l'expansion des dépenses de compensation qui dépasseront 40 milliards de dirhams à fin 2008 au lieu de 15 milliards retenus initialement dans la loi de finances. Ainsi, le taux d'inflation, mesuré par le prix implicite du PIB, serait de 3,1% au lieu de 3,8% en 2007.

Au niveau des activités sectorielles, le secteur secondaire (les mines, l'énergie, les industries de transformation et le bâtiment et travaux publics) réaliserait une croissance de 5,2% au lieu de 6,6% en 2007, soit un léger ralentissement attribuable à la reprise lente de l'activité énergétique et à la modération du rythme d'accroissement de l'activité du bâtiment et travaux publics après les expansions à deux chiffres qu'elle a connue durant les dernières années. Le secteur tertiaire (commerce, transport, hébergement et restauration, activités financières, autres services non marchands), de son côté, dégagerait une valeur ajoutée en amélioration de 5,3%, moins rapide qu'en 2007.

Le secteur primaire, soutenu quant à lui par une production céréalière de 50 millions de quintaux, au lieu de 20 millions enregistrées en 2006-2007, réaliserait une croissance de sa valeur ajoutée de 9,7% en 2008 au lieu d'une baisse de 20% une année auparavant.



Les perspectives économiques en 2009

Le budget économique exploratoire met en exergue la consolidation de la croissance économique en 2009, malgré un environnement économique international contraignant. Les facteurs favorables à la croissance au plan intérieur permettraient de compenser largement les contre-performances extérieures.

Dans ce cadre, le PIB serait en amélioration de près de 5,3% en volume au lieu de 6,2% en 2008. Les activités non agricoles continueraient à progresser à un rythme soutenu, soit 5,6% au lieu de 5,2% en 2008. Les activités du secteur secondaire s'accroîtraient, globalement de 5,9% contre 5,2% en 2008 et celles relevant du secteur tertiaire de 5,4% contre 5,3% en 2008. Pour le secteur primaire (agriculture et pêche), et sur la base d'une production des cultures céréalières d'environ 60 millions de quintaux durant la campagne 2008-2009, conjuguée à une consolidation des performances des autres composantes de la production agricole, sa valeur ajoutée s'accroîtrait de près de 3,5% au lieu de 9,7% en 2008.

Au niveau des emplois du PIB, la consommation finale nationale (consommation finale des ménages et celle des administrations publiques) réaliserait une croissance en volume de 5,5% et contribuerait pour 4,2 points à la croissance économique en 2009 au lieu de 3,6 points en 2008.

La Formation Brute du Capital Fixe (FBCF) continuerait, de son côté, sa tendance à la hausse et dégagerait une augmentation en volume de 12% et sa contribution à la croissance serait d'environ 4 points, soit la même contribution qu'en 2008. Ceci permettrait à l'investissement brut (composé de la FBCF et de la variation des stocks) de contribuer pour 2,8 points à la croissance en 2009.

Les échanges commerciaux de biens et services, dont le solde est de plus en plus déficitaire, dégageraient une contribution négative à la croissance de l'ordre de 1,7 points en 2008 et 2009, au lieu d'une contribution négative de 4,2 points en 2007.

Sur le registre du compte de capital, l'épargne nationale représenterait environ 34% du PIB en 2009, en légère amélioration par rapport à 2008. Elle serait,



toutefois, insuffisante pour financer la totalité de l'investissement brut prévu à 36,9% du PIB au lieu de 35,5% en 2008. Par conséquent, ce compte dégagerait un besoin de financement de l'ordre de 2,9% du PIB au lieu de 1,7% en 2008.

En guise de conclusion, il est à souligner que les perspectives d'évolution de l'économie nationale en 2008 et 2009 confirment la résilience de la croissance des activités secondaires et tertiaires par rapport aux fluctuations du secteur agricole. Depuis 2004, les activités non agricoles se sont accrues à un rythme soutenu d'environ 5,5% par an, alors que le secteur primaire a enregistré une hausse de sa valeur ajoutée de 1,3% par an, tout en fluctuant entre des taux extrêmes, soit -11,1% en 2005, 21% en 2006, -20% en 2007 et 9,7% en 2008.

La croissance économique nationale serait accompagnée par une inflation d'environ 3,1% en 2008 et 2,6% en 2009, contenue à des niveaux maîtrisables ce qui n'est pas le cas dans plusieurs pays en développement où la hausse des prix est estimée à 7,4% en 2008 et à 5,7% en 2009. La préservation de la compétitivité de l'économie marocaine serait réalisée au prix d'un effort excessif du budget de l'Etat en matière de soutien des prix, ce qui soulève des interrogations sur la capacité de l'Etat à continuer d'absorber l'inflation importée à un moment où les impératifs du développement humain requièrent encore des ressources financières importantes pour concrétiser les objectifs escomptés.

année 'Par ailleurs, le compte épargne-investissement, excédentaire à partir de 2001, s'inscrit depuis 2007 dans un retournement de tendance et dégage désormais des déficits en accroissement, ce qui est synonyme d'une accentuation du déficit courant des finances extérieures. Le prolongement de cette tendance serait de nature à réduire la solvabilité de la balance des paiements à moyen terme.

Il est entendu que ces prévisions sont appelées à être modifiées dans le cadre du budget économique prévisionnel 2009, après l'élaboration de la loi de finances et son adoption par le parlement, pour prendre en considération les différents changements susceptibles d'affecter les politiques économiques durant l'année prochaine.



EVOLUTION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

(En volume, prix de l'année précédente)
(Variation en %)

	2005	2006	2007	2008*	2009**
• Valeur ajoutée du secteur Primaire.....	-11,1	21,0	-20,0	9,7	3,5
• Valeur ajoutée non agricole.....	5,8	5,1	6,2	5,2	5,6
➤ Secteur Secondaire.....	4,9	4,8	6,6	5,2	5,9
➤ Secteur tertiaire.....	6,3	5,2	6,1	5,3	5,4
• Total des valeurs ajoutées.....	3,0	7,4	1,8	5,9	5,3
• Droits et taxes nets des subventions.....	2,4	10,8	10,6	9,2	5,8
PIB en volume.....	3,0	7,8	2,7	6,2	5,3
Variation du prix implicite du PIB.....	1,5	1,5	3,8	3,1	2,6
PIB en valeur (millions de Dhs courants)	527679	577344	615373	673634	727254
Variation en (%)	4,5	9,4	6,6	9,5	8,0
• Taux d'épargne nationale (En % du PIB).....	31,0	32,2	32,4	33,8	34,0
• Taux d'investissement (En % du PIB).....	28,8	29,5	32,5	35,5	36,9
• Solde de financement (En % du PIB).....	+2,2	+2,7	-0,1	-1,7	-2,9

(*): Estimations (**): Prévisions Haut Commissariat au Plan. Juin 2008.